

# Le fil rouge

REVUE TRIMESTRIELLE  
DÉPARTEMENTALE  
D'HISTOIRE SOCIALE  
4<sup>e</sup> TRIMESTRE 2019  
N°69 -12€



## la Vie Ouvrière

REVUE BI-MENSUELLE

Paraissant le 5 et le 20

### Une revue d'action p.3

#### SOMMAIRE

La Leçon du passé .....	V. GRIFFUELHES.
Les dessous financiers de la guerre au Maroc..	CRATÈS.
Les programmes d'enseignement au Congrès de Nancy .....	J. PICTON.
La grève des Maçons parisiens.....	SCHMITZ.
L'accaparement de la Houille blanche.....	A. MERRHEIM.

#### A TRAVERS LES JOURNAUX PATRONAUX



**Portfolio**  
**La Vie Ouvrière** p.10



**Les ouvriers d'Elbeuf pendant  
la Guerre 1914-1918** p.12



**Un livre pour qui  
et pourquoi?** p.20



## Sommaire

p. 3 à 6

Pierre Monatte et le « militantisme de plume » : la création de la *Vie Ouvrière* en 1909.

p. 7 à 9

Lettre familière aux cinq mille abonnés possibles qui recevront ce numéro.

p. 10 et 11

Portfolio : *La Vie Ouvrière*

p. 12 à 19

Les ouvriers d'Elbeuf pendant la guerre de 1914-1918

p. 20 à 22

Les 100 ans de l'Union Locale des syndicats CGT de Dieppe  
Un livre pour qui et pourquoi ?

### 2019 SOUTENEZ VOTRE INSTITUT ET LE FIL ROUGE

Cela fait plus de 20 ans qu'existe notre Institut. Vous appréciez notre travail et nos initiatives; aidez-nous à faire connaître « Le Fil Rouge » autour de vous, dans votre syndicat, dans votre comité d'entreprise, dans votre bibliothèque ou médiathèque, dans votre municipalité. Notre Institut CGT d'Histoire Sociale est une association loi 1901. À ce titre, il vit essentiellement des moyens provenant de la cotisation annuelle de ses adhérentes et de ses adhérents, ainsi que grâce au dévouement de ses militants et d'historiens bénévoles. Depuis quelques mois, tous les adhérents de notre Institut reçoivent, par courriel, une lettre qui les informe de la vie de notre Institut, de ses rendez-vous, de ses initiatives.

# Un journal inscrit dans l'histoire de la CGT

La parution du premier numéro de *la Vie Ouvrière*, le 5 octobre 1909, reste une expérience unique dans la presse française et dans le mouvement syndical. Ce journal, qui se confond avec l'histoire de la CGT est conçu, sans équivoque, comme une revue d'action, « foyer de coopération intellectuelle syndicale ». Le titre fait référence à l'ouvrage de Fernand Pelloutier, secrétaire de la fédération des bourses du travail co-auteur avec son frère Maurice, d'une somme de plus de 300 pages intitulée *La vie ouvrière* en France. Il est devenu aujourd'hui, avec sa formule numérique, le bimédia *Nouvelle Vie Ouvrière* (NVO).

La NVO, les Instituts CGT d'Histoire Sociale, vont chacun commémorer l'évènement. Le 11 décembre prochain, une journée sera consacrée à un débat et à une table ronde au siège de la CGT à Montreuil, sur les thèmes du Mouvement social face à la presse et la CGT et la presse, hier et aujourd'hui. La NVO a publié, dans sa livraison de septembre, un article d'Isabelle Avran qui traite de l'histoire de *la Vie Ouvrière*. Nous avons choisi, pour notre part, de demander à Florent Godguin, chargé de cours à l'Université de Rouen, de revenir sur la genèse de la création de *la Vie Ouvrière* au travers d'un portrait de Pierre Monatte, fondateur de *la Vie Ouvrière*, qui donne à comprendre ses objectifs et les buts poursuivis : « Nous croyons qu'un mouvement est d'autant plus puissant qu'il compte davantage de militants informés, connaissant bien leur milieu et les conditions de leur industrie, au courant des mouvements révolutionnaires étrangers, sachant quelles forces dispose l'organisation patronale... ». Il nous a semblé important, aussi, de publier intégralement la lettre aux syndiqués éditée lors de la première parution de *la Vie Ouvrière*.

Il y a 110 ans, la parution d'un tel journal, « revue intéressante et vraiment précieuse pour les militants ouvriers », n'allait pas de soi. Pierre Monatte fait référence, dans sa lettre aux syndiqués, du pessimiste rencontré, y compris parmi ses amis : « Jamais vous n'y parviendrez, on ne lit pas dans les milieux ouvriers; ou bien on ne lit que ce qui est bruyant et épicé. Or vous ne serez, ni l'un, ni l'autre... ».

Ce numéro du Fil Rouge accompagnera, durant les prochains mois, des initiatives au stand de la NVO lors des congrès et des réunions des organisations de la CGT en Normandie. Ce stand, animé par Régis Gasse, secondé par Pascal Lamotte et Gérard Niel, permet à chacune et à et chacun, aux syndicats, de saisir l'opportunité de s'abonner à la NVO.

**Jacky Maussion**

N° 69 – 21<sup>e</sup> année  
Edité par l'IHS CGT 76  
Courriel: [ihsct76@bbox.fr](mailto:ihsct76@bbox.fr)  
Site: [www.ihsct76-lefilrouge.fr](http://www.ihsct76-lefilrouge.fr)

N° ISSN: 1625-4503  
N° Siret: 7529047220028

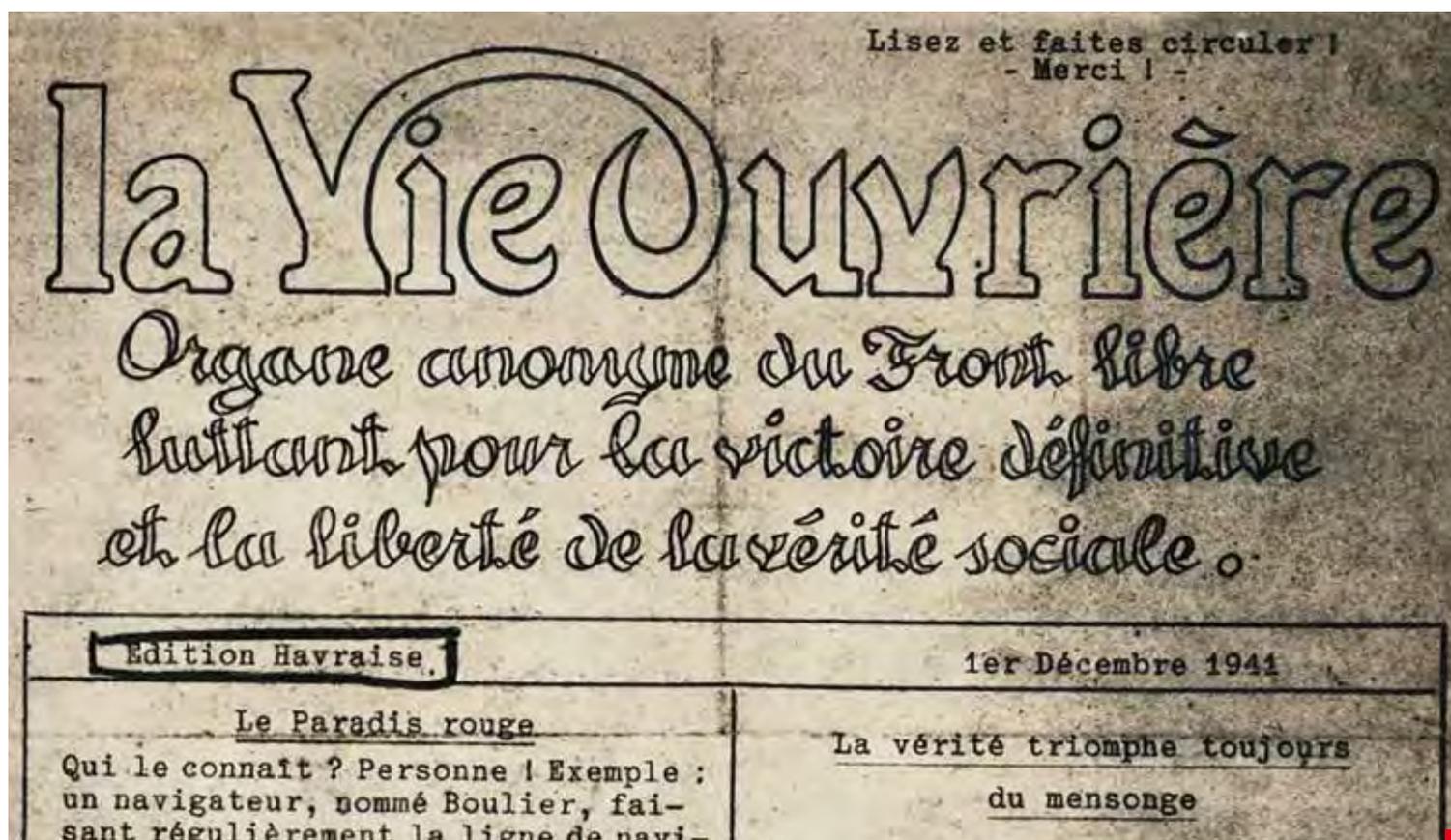
Directeur: Jacky Maussion  
Responsables de la publication:  
Jacky Maussion, Alain Bozec,  
Sylvain Brière.

Ont participé à ce numéro: Florent Godguin,  
Pierre Largesse, Jacky Maussion.

Iconographie: Régis Gasse, Florent Godguin,  
Gallica BNF, Pierre Largesse, Institut CGT  
d'Histoire Sociale de Seine-Maritime,  
Luc Bourlé, Paul Bonmartel.

Conception graphique: Médiris  
04 37 28 93 35  
[www.facebook.com/agence.mediris](http://www.facebook.com/agence.mediris)  
Numéro d'émetteur : 522992.

Imprimerie: Public Imprim.



## Pierre Monatte et « le militantisme de plume » : la création de *la Vie Ouvrière* en 1909

Né à Monlet (Haute-Loire) le 15 janvier 1881 d'une mère dentellière et d'un père maréchal ferrant-forgeron, Pierre Monatte réussit sa scolarité et prend goût précocement à la lecture des journaux et brochures du mouvement ouvrier.

La lecture des *Misérables* de Victor Hugo éveille ses idées socialistes qui se teintent progressivement d'anarchie. En 1895, année de fondation de la CGT avec le congrès de Limoges, il adhère aux Jeunesses socialistes de Clermont-Ferrand et envoie son premier article au *Tocsin Populaire du Berry* et de l'*Auvergne*, un journal de tendance blanquiste. Passionné de politique, Pierre Monatte lit *La Petite République*, quotidien socialiste qu'un camarade de collège, Guy Tourette, lui apporte chaque jour. L'Affaire Dreyfus va profondément le marquer.

### Une trajectoire militante qui mène au syndicalisme révolutionnaire

Pierre Monatte obtient son baccalauréat et, de 1899 à 1902, devient répétiteur de collège dans l'académie du Nord (Dunkerque, Abbeville, Condé-sur-Escaut), une région ouvrière aux militants actifs dont il fait rapidement la connaissance, grâce à un marchand de journaux. Le premier contact est celui de Charles Delzant, verrier anarchisant à Fresnes-sur-Escaut qui a l'expérience des grèves. Ce dernier cherche à rassembler dans une même organisation les verriers à bouteille de Fresnes et les verriers à vitres d'Aniches pour remo-

Par Florent Godguin, professeur d'histoire en collège, chargé de cours à l'Université de Rouen

■ *Vie ouvrière clandestine*  
Le Havre  
1<sup>er</sup> décembre 1941  
(Gallica BNF).

delier plus tard la Fédération. Charles Delzant considère que l'action militante est surtout syndicale. Pour regrouper plus largement les sympathisants anarchistes et antiparlementaires, il anime un petit groupe de libre pensée auquel Monatte adhère et, tout de suite, s'efforce de constituer une petite bibliothèque pour donner des armes aux militants mais surtout, pour les former intellectuellement et moralement. Ces lectures, la vie dans un mouvement ouvrier actif, ses rencontres avec les militants anarchistes qui évoluent vers le mouvement syndical, vont teinter de syndicalisme son anarchisme déjà vacillant car il le trouve mal adapté aux luttes ouvrières. L'amitié nouée avec Charles Delzant s'avère décisive pour l'évolution de la trajectoire militante de Pierre Monatte malgré les divergences idéologiques qui apparaissent.

Au printemps 1902, Pierre Monatte arrive à Paris et cherche à voir les hommes dont il a pu lire les articles dans sa province. Les sièges de journaux et des revues sont des foyers vivants, sortes de permanences où les rédacteurs se rencontrent de façon plus ou moins formelle. La rencontre avec l'équipe de Pages libres est déterminante, et surtout avec le fondateur de la revue, Charles Guieysse. Pierre Monatte est ainsi embauché comme employé à l'administration de cette revue et à la librairie. C'est à ce moment précis qu'il fait la connaissance d'Alphonse Merrheim et d'Emile Pou-

## « Ces lectures, la vie dans un mouvement ouvrier actif, ses rencontres avec les militants anarchistes qui évoluent vers le mouvement syndical, vont teinter de syndicalisme son anarchisme déjà vacillant »

get, l'un des premiers à penser que le travail des anarchistes devait se faire dans les syndicats. Monatte contribue à la fondation du syndicat des employés de librairie, participe aux activités des Etudiants Socialistes Révolutionnaires Internationalistes et collabore très brièvement aux Temps nouveaux, où il rencontre Paul Delesalle, et au Libertaire. Il devient correcteur d'imprimerie et militant syndicaliste révolutionnaire à la CGT dès le début des années 1900 : Émile Pouget le fait entrer au comité confédéral de la CGT en 1904, comme représentant de la Bourse du Travail de Bourg-en-Bresse. C'est la première – et dernière – responsabilité syndicale exercée par Monatte.

Cette évolution de Pierre Monatte vers le syndicalisme se déroule dans un contexte précis. Après le congrès de Montpellier en 1902, le mouvement syndical connaît une profonde mutation : l'unité entre la CGT et la Fédération des Bourses du Travail, l'engagement

de plus en plus grand d'anarchistes, l'arrivée et l'action de nouveaux militants dans les fédérations d'industrie qui se constituent lentement et avec l'appui des syndicalistes révolutionnaires qui y voient les structures d'un mouvement ouvrier moderne, loin des corporatismes de métiers.

Pierre Monatte fait alors de la presse son moyen d'action privilégié. Il se forge une véritable expérience de journalisme syndical, notamment lorsqu'il remplace en janvier 1905 Benoit Broutchoux à la rédaction de l'Action syndicale de Lens, organe hebdomadaire du « jeune syndicat » des mineurs du Pas-de-Calais. Il met ainsi son expérience au profit des luttes : après la catastrophe de Courrières ou ce « crime capitaliste » du samedi 10 mars 1906, se déroule une grande et longue grève déclenchée spontanément. Il raconte minutieusement les faits. C'est par ailleurs dans cette région que Pierre Monatte est condamné pour la première fois.

Cette expérience le fait mûrir. Des doutes et des incertitudes l'atteignent mais son engagement syndicaliste est profond même s'il n'aspire toujours pas à prendre quelque responsabilité. De retour à Paris, son influence reste discrète et son action se manifeste au sein du comité confédéral, par ses contacts personnels et ses articles. Par exemple, il n'intervient pas au Congrès d'Amiens en 1906. En revanche, il expose ses vues sur le syndicalisme révolutionnaire et ses méthodes lors du congrès anarchiste international d'Amsterdam en 1907 : « le syndicalisme, a proclamé le congrès d'Amiens, se suffit à lui-même. Cette parole, je le sais, n'a pas toujours été très bien comprise, même des anarchistes. Que signifie-t-elle cependant sinon que la classe ouvrière, devenue majeure, entend enfin se suffire à elle-même et ne plus se reposer sur personne du soin de sa propre émancipation ? [...] »<sup>1</sup> Selon Monatte, la grève est la forme « la plus éclatante » de l'action directe : « Arme à double tranchant, disait-on d'elle naguère : arme solide et bien trempée, dirons-nous, et qui, maniée avec habileté par le travailleur, peut atteindre au cœur le patronat. C'est par la grève que la masse ouvrière entre dans la lutte de classes et se familiarise avec les notions qui s'en dégagent ; c'est par la grève qu'elle fait son éducation révolutionnaire, qu'elle mesure sa force propre et celle de son ennemi, le capitalisme, qu'elle prend confiance en son pouvoir, qu'elle apprend l'audace. (...) »<sup>2</sup> Dans ce discours, Pierre Monatte s'inscrit dans la tradition des militants de la Première Internationale et de Fernand Pelloutier qui restent toujours ses exemples. En 1908, pour échapper au mandat d'arrêt lancé contre les militants de la CGT au moment de l'affaire de Villeneuve-Saint-Georges, il se rend en Suisse où il séjourne quelques mois sous le pseudonyme de Louis Baud. Le retour à Paris en 1909 marque une importante et nouvelle étape dans sa vie de militant. Depuis ses premières années, Pierre Monatte croit à l'écrit : c'est la création de *la Vie Ouvrière*.

1. Pierre Monatte, *La lutte syndicale*, Paris, Maspero, 1976, p. 59.

2. Pierre Monatte, *ibid.*, p. 58.



2 *Vie ouvrière* du 12 juin 1936 (archives IHS 76).



3 22 mai 1968, supplément au numéro 1238 de *la Vie ouvrière* (archives IHS 76).

**La Vie Ouvrière: « une revue d'action »**

Lorsque Pierre Monatte rentre à Paris, il travaille comme correcteur à l'imprimerie confédérale. Émile Pouget lui demande alors d'assurer la rubrique du mouvement social dans un nouveau quotidien qu'il vient de fonder : La Révolution. Faisant face à des difficultés nombreuses et notamment financières, l'existence de ce journal est brève et ne dépasse pas les quarante jours. L'échec de cette expérience s'inscrit plus largement dans un contexte précis de véritable crise du syndicalisme auquel Pierre Monatte ne se résigne pas : c'est une « période difficile et brumeuse du mouvement syndical » selon l'historienne Colette Chambelland. L'année 1908 est très éprouvante pour la CGT dont la direction est décapitée. Après leur libération, Victor Griffuelhes et Émile Pouget quittent le secrétariat. Le premier est attaqué dans sa gestion et démissionne en février 1909 : il est remplacé par Louis Niel puis par Léon Jouhaux. Le second se retire de la vie militante. Alphonse Merrheim, secrétaire de la Fédération des Métaux, fait également l'objet d'attaques virulentes. Comme l'explique l'historien Michel Dreyfus, la crise vécue s'explique par des difficultés externes et internes à la Confédération<sup>3</sup> :

nitivement acquis Pierre Monatte au syndicalisme révolutionnaire en 1901. Tous les principaux responsables – Dumoulin, Griffuelhes, Jouhaux, Merrheim, Yvetot – ont accepté de collaborer à la revue dont le principal animateur est Pierre Monatte: ce dernier agit donc à la tête de ce « noyau » militant qui fait vivre une revue différente dont les caractéristiques essentielles sont les suivantes: *la Vie Ouvrière* est une « revue d'action » véritable « coopérative intellectuelle » fonctionnant dans une transparence financière dès son lancement pour garantir son indépendance. Elle doit vivre de ses abonnés, ceux-ci doivent pouvoir être informés régulièrement des comptes, du nombre et de la répartition des abonnés. Les archives laissées par Pierre Monatte (comptes, factures de l'imprimeur, correspondances, etc.) témoignent de toute l'attention accordée à cette volonté de transparence. L'argent nécessaire à son démarrage a une origine claire. Selon Pierre Monatte, il n'est pas question de s'adresser aux organisations. Les premiers contributeurs sont James Guillaume, fondateur de la Fédération jurassienne, qui donne mille francs; Charles Keller – auteur de *la Jurasienne*, hymne de la Première Internationale - et Otto Karmin – camarade genevois - donnent respectivement

Pierre Monatte et d'autres militants, jeunes pour la plupart, ressentent le besoin de procéder à un examen de conscience du syndicalisme révolutionnaire. Avec Merrheim, Dumoulin et d'autres responsables, il est conscient du fait que le syndicalisme révolutionnaire ne peut plus se suffire sous sa forme actuelle. Pierre Monatte se révèle particulièrement préoccupé par l'insuffisance de la formation des militants ainsi que par le mauvais fonctionnement de la Confédération. Lui et ses amis veulent donner aux militants de nouvelles armes pour se battre en liant étude et action.

Le 5 octobre 1909 paraît le premier numéro d'une nouvelle « revue d'action », *La Vie Ouvrière*, envoyé à 5000 abonnés potentiels dans lequel figurent ses principaux objectifs. La revue est bimensuelle et compte 110 numéros jusqu'en juillet 1914. Il s'agit ici de former des militants neufs et de donner au courant syndicaliste révolutionnaire une cohérence sur la base d'une analyse plus approfondie et plus précise de la réalité. Le titre donné à la revue porte la marque de Fernand Pelloutier, l'homme qui a défi-

3. Michel Dreyfus, Histoire de la CGT, Paris, Editions Complexe, Collections au XXe siècle, 1995, pp. 62-66.

600 et 500 francs; les membres de *Pages libres*, Maurice Kahn, Georges Moreau et surtout Charles Guieysse (1300 francs pour ce dernier) contribuent également. Cette première collecte permet de louer un local au 42 rue Dauphine et d'appointer Monatte à un salaire de correcteur afin qu'il assure les fonctions de « rédacteur en chef », secrétaire de rédaction, administrateur mais également de payer l'imprimeur.

Le problème financier est d'une importance cruciale pour la pérennité et le rayonnement de la revue, la progression des abonnés est assez satisfaisante. En décembre 1909, on compte 550 abonnés; au bout d'un an, 900; en janvier 1911, 1 350; en janvier 1912, 1 750; en juillet 1914, 1 950. Ces chiffres sont très honorables si on les compare aux 700 abonnés du *Mouvement socialiste*, aux 600 de la *Revue syndicaliste*, aux 300 de la *Revue socialiste*. Les pointes de sa diffusion correspondent le plus souvent aux grands mouvements comme la grève des cheminots de 1910 ou à des articles retentissants comme celui de Charles Andler. Les abonnés sont principalement des militants ouvriers de toutes les fédérations avec à peine 10 % d'enseignants et 15 % de « curieux ».

Faire vivre et paraître une telle revue relève d'un engagement sans précédent de la part de Pierre Monatte: il s'agit notamment d'identifier les nouveaux militants qui émergent, les pousser à écrire, à collaborer régulièrement... Le « noyau » militant s'entoure de « spécialistes » comme le docteur La Fontaine, ingénieur, comme Robert Louzon, économiste, comme Francis Delaisi qui apporte son aide précieuse sur la métallurgie. Le but est de prendre appui sur les savoirs de ces intellectuels afin de rendre le monde plus intelligible aux militants. Les participants aux travaux de la revue se réunissent régulièrement, quatre jours par semaine. Une permanence est tenue à la revue où chacun peut venir discuter, apporter un article mais aussi assurer certaines tâches comme faire les bandes d'expédition ou le travail administratif.

Ainsi, « la diversité, la richesse de *la Vie Ouvrière*, son ouverture aux problèmes internationaux, aux grandes questions de la société » peuvent étonner et entrent en résonance avec la presse syndicale d'aujourd'hui. Les syndicalistes révolutionnaires manifestent leur souci d'une action efficace et réfléchie qui intègre la prise en compte des mutations de la classe ouvrière auxquelles ils assistent comme par exemple le taylorisme et la déqualification du travail. *La Vie Ouvrière* s'adresse alors à un prolétariat moderne et non pas aux héritiers des ouvriers qualifiés du Second Empire. Alors que la revue cesse de paraître, décision prise collectivement, au moment de la déclaration de guerre en 1914, son influence est notable dans la mesure où beaucoup de militants français et étrangers qui ont ou vont marquer par la suite le mouvement ouvrier l'ont lue ou y ont écrit. Par exemple, au congrès de l'Internationale communiste à Moscou en 1921, Alfred Rosmer s'aperçoit

que de nombreux délégués connaissent le groupe de *la Vie Ouvrière*. Ses membres ont connu, à partir de 1914, différentes trajectoires mais ont en commun d'avoir partagé, le temps de cette expérience, un mode de vie et de militantisme, fait d'efforts, d'éducation et de refus de parvenir.

4 NVO de septembre 2019 (archives IHS 76).



## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrage:

Colette CHAMBELLAND, Pierre Monatte. Une autre voix syndicaliste, Paris, Éditions de l'Atelier, La Part des hommes, 1999.

### Article:

Colette CHAMBELLAND, « *La Vie Ouvrière* (1909-1914) », Cahiers Georges Sorel, n°5, 1987. Les revues dans la vie intellectuelle, 1885-1914, pp. 89-93.

### Pour en savoir plus sur le syndicalisme révolutionnaire:

Hélène RANNOU, « La permanence du syndicalisme révolutionnaire au Havre de 1892 à 1953 », Thèse de doctorat en histoire contemporaine, sous la direction de Yannick Marec, Rouen, Université de Rouen, 2014, 944 pages.

Claude WILLARD, (dir.), *La France ouvrière. Histoire de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier français. Des origines à 1920. Tome 1*, Paris, Éditions Sociales, 1993, pp. 339-344. (Ouvrage consultable à la bibliothèque de l'IHS-CGT 76)

# LA VIE OUVRIÈRE

Revue bi-mensuelle paraissant le 5 et le 20

*La Revue n'est pas mise en vente dans les kiosques ;  
elle n'a que des abonnés.*

## CONDITIONS D'ABONNEMENT :

FRANCE, ALGÉRIE & TUNISIE .		EXTÉRIEUR	
TROIS MOIS.....	2 fr. 50	TROIS MOIS.....	3 fr.
SIX MOIS.....	5 fr. »	SIX MOIS.....	6 fr.
UN AN.....	10 fr. »	UN AN.....	12 fr.

PRIX DU NUMÉRO : France : 0 fr. 50. — Extérieur : 0 fr. 60.

*Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> de chaque mois.*

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à PIERRE MONATTE, 42, rue Dauphine, Paris-VI<sup>e</sup>.

## Lettre familière aux cinq mille abonnés possibles qui recevront ce numéro

*Que veut être cette revue? allez-vous vous demander à la réception de ce premier numéro.*

*La Vie Ouvrière sera une revue d'action. Une revue d'action? Parfaitement; si bizarre que cela puisse sembler. Nous voudrions qu'elle rendît des services aux militants au cours de leurs luttes, qu'elle leur fournisse des matériaux utilisables dans la bataille et dans la propagande et qu'ainsi l'action gagnât en intensité et en ampleur. Nous voudrions qu'elle aidât ceux qui ne sont pas encore parvenus à voir clair dans le milieu économique et politique actuel, en secondant leurs efforts d'investigation.*

*Nous n'avons ni catéchisme ni sermon à offrir. Nous ne croyons même pas à la toute puissance de l'éducation; car nous croyons que la véritable éducatrice c'est l'action.*

*Les camarades qui se sont rencontrés autour de la Vie Ouvrière — et en forment le noyau — ne partagent pas toutes les mêmes opinions. Il en est qui appartiennent au parti socialiste et y militent activement; d'autres consacrent tout leur temps et toute leur activité au mouvement syndical — c'est la majorité —; d'autres, enfin, sont anarchistes et ne s'en cachent nullement. Mais tous, nous sommes unis sur le terrain syndicaliste révolutionnaire et nous proclamons nettement antiparlementaires. Tous aussi, nous croyons qu'un mouvement est d'autant plus puissant*

qu'il compte davantage de militants informés, connaissant bien leur milieu et les conditions de leur industrie, au courant des mouvements révolutionnaires étrangers, sachant quelles formes revêt et de quelles forces dispose l'organisation patronale, et... par dessus tout ardents!

C'est pour ces militants que nous avons fondé la Vie Ouvrière et c'est eux qui en rédigeront la plus forte partie, parlant, au fur et à mesure des événements, de ceux auxquels ils auront été mêlés. Ainsi se produira un échange extrêmement profitable de connaissances précises sur chaque région, sur chaque industrie.

Dans ce premier numéro, on lira une étude de Schmitz, le secrétaire du syndicat de la maçonnerie de la Seine, sur la dernière grève des maçons parisiens. Dans le prochain, le commencement d'une grosse monographie sur la grève des Boutonniers de l'Oise par le comité exécutif des Tabletiers de l'Oise et un article de H. Normanà sur le Congrès des Maîtres-Imprimeurs. Dans les suivants, des études de Merrheim sur les sardiniers bretons; de Savoie sur la suppression du Travail de Nuit dans la Boulangerie; de F. Marie sur le Subventionnisme et les Syndicats; de G. Yvetot sur les unions régionales de syndicats; de L. Monnier sur le Lock-Out des verriers de Normandie; de Villeroux sur la grève des chapeliers de la région d'Espérasa; de Bled sur la grève des maraîchers de Seine-et-Oise; de Paul Ader sur le Trust du Vin; de Humbert sur les grèves de coupeurs en chaussures à Nancy et le rôle de l'« United Shoë Machinery »; de G. Dumoulin sur les Conventions d'Arras; de Maraux sur la grève des typos de 1906; de Ch. Delzant sur la suppression du Travail de Nuit dans la Verrerie; de L. Vignols sur les Terre-Neuviens, etc., etc.

A côté de ces monographies de grèves et de ces études de questions syndicales ou économiques, nous ferons une large place aux questions morales, aux questions d'éducation, d'hygiène, etc.

Picton, qui est instituteur, parle dans ce numéro des progrès que fait parmi les instituteurs l'idée de l'adaptation de l'enseignement primaire aux besoins de la classe ouvrière. Cette idée nous est chère. Au prochain numéro, Léon Clément examinera les essais d'éducation de l'enfance tentés dans les groupes anarchistes, les syndicats, les coopératives. Puis, puis... bien des choses sur ces sujets qui nous sont promises et d'autres qui ne le sont pas catégoriquement encore.

Nous nous faisons une joie de publier dans ce premier numéro un récit des événements de Barcelone qu'Anselmo Lorenzo, sur la demande de notre ami James Guillaume,

avait promis d'écrire. Lorenzo, malheureusement, fut par la suite arrêté et emprisonné. Pour remédier à cette lacune, Cratès qui déshabillera pour nous les questions diplomatiques et en montrera le corps économique, nous a donné une étude d'un gros intérêt sur les dessous financiers de la guerre au Maroc et nous en donnera une nouvelle pour le prochain numéro sur l'explosion populaire qui répondit à la levée de troupes en Catalogne.

Nous publierons, dans les numéros suivants, des articles de Wintsch sur la levée du boycott Vautier qui a mis aux prises, en Suisse, révolutionnaires et réformistes; de Chr. Cornelissen sur l'orientation générale du syndicalisme; d'un camarade suédois sur le lock-out de Suède; de Brupbacher, sur le syndicalisme à Zurich, etc.

Nous tâcherons, en somme, de faire de la Vie Ouvrière une revue intéressante et vraiment précieuse pour les militants ouvriers.

Il faut qu'elle vive! Il importe pour cela de recueillir 1000 abonnés.

Jamais vous n'y parviendrez, nous ont dit des amis pessimistes: on ne lit pas dans les milieux ouvriers; ou bien on ne lit que ce qui est bruyant et épicé. Or vous ne serez ni l'un ni l'autre. Puis, c'est une somme: dix francs par an!

Des camarades au courant de la librairie nous ont dit, eux: dix francs par an, une revue de 64 pages tous les quinze jours; mais vous êtes fous! Vous avez donc de l'argent à jeter à la rue?

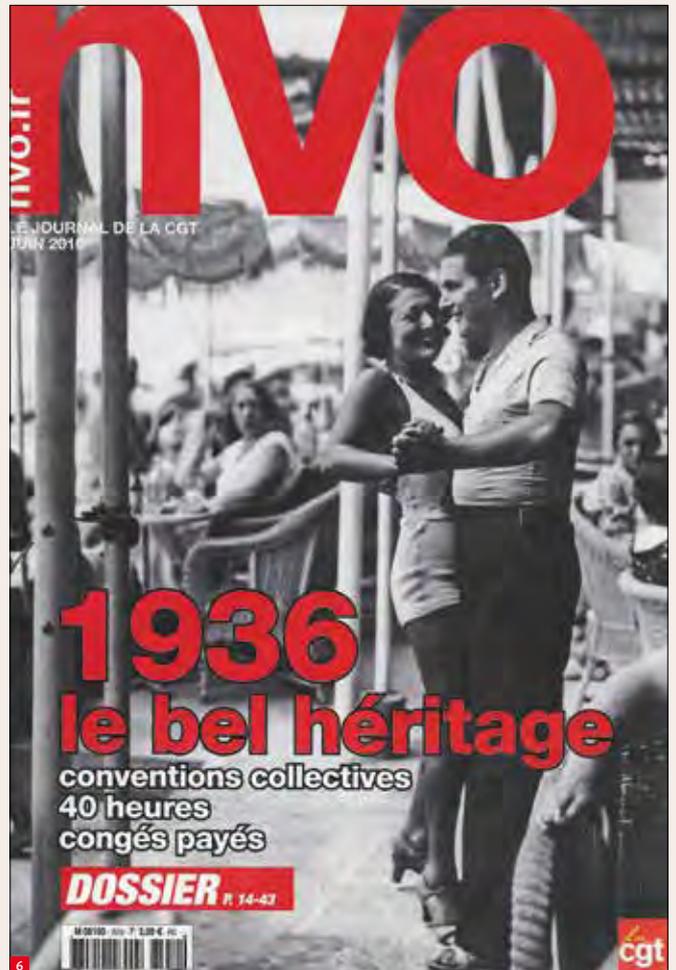
Nous ne sommes pas optimistes; nous ne sommes pas fous; nous n'avons pas d'argent à jeter dans la rue. Et nous savons que nous n'atteindrons jamais qu'un public restreint. Mais ce public de militants, de sympathiques, d'hommes désireux de s'informer viendra sûrement à nous si nous lui présentons une revue sérieusement documentée, vivante, passionnée même.

Nous y travaillons à une demi-douzaine de camarades depuis deux mois; d'autres ne nous ont pas ménagé leur concours occasionnel; que ceux qui le peuvent se joignent au noyau. Que les autres nous aident dans la mesure de leurs moyens et du temps dont ils disposent. Que chacun s'efforce et la Vie Ouvrière reflètera exactement notre vie sociale si tumultueuse, si riche de force et d'espoir; et la Vie Ouvrière atteindra son 1000<sup>e</sup> abonné, bouclant son budget, ne demandant à chacun pour vivre que le montant de son abonnement. — Pour le « noyau »: PIERRE MONATTE.

Imprimerie Coopérative  
Ouvrière



Villeneuve-St-Georges  
(S.-et-O.)





3



4

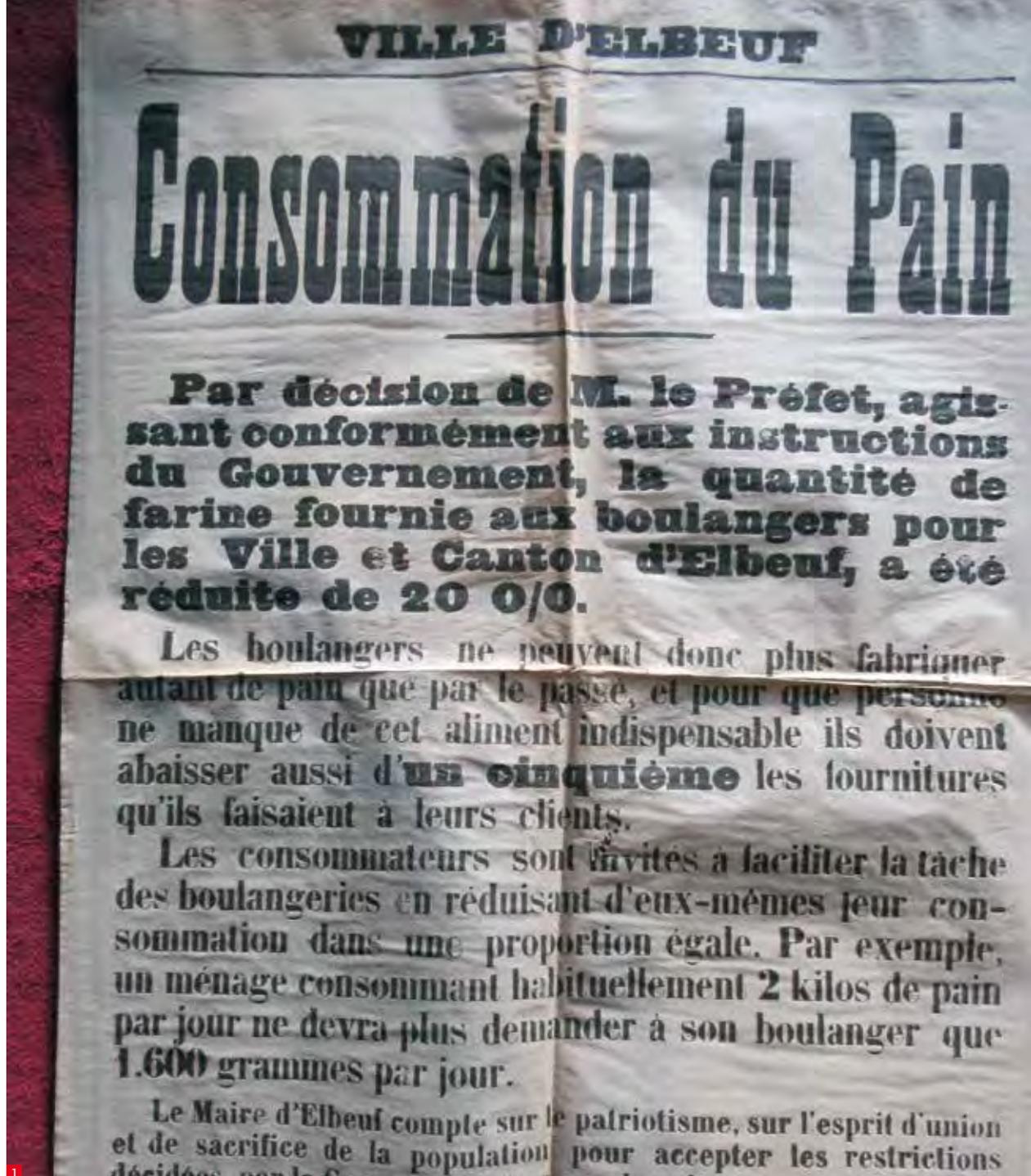


7



8

- 1 La Vie ouvrière du 22 mai 1968 ALL-MER Le Havre (Archives IHS 76).
- 2 Vie ouvrière du 16 au 22 juin 1986, reportage au Tréport à l'occasion du cinquantenaire de 1936 (Archives IHS 76).
- 3 Mai 1968: La jeunesse à la Une (Archives IHS 76).
- 4 La Vie ouvrière 22 mai 1968, Bernard Isaac, secrétaire général de l'Union départementale (Archives IHS 76).
- 5 NVO septembre 2016 (Archives IHS 76).
- 6 NVO juin 2016 (Archives IHS 76).
- 7 La VO à la Une (Archives IHS 76).
- 8 Vie ouvrière clandestine 1er mai 1942 Le Havre (Gallica BNF).



1. Expression reprise de Beaupré (Nicolas).

2. Jouhaux (Léon), Syndicaliste (1879-1954), est secrétaire général de la C.G.T depuis 1909.

3. Thomas (Albert). Homme politique (1878-1932), professeur d'histoire, député socialiste (1910), rédacteur à l'Humanité. Il est, pendant la guerre, organisateur de la production d'armements mais manifeste son souci de la protection sociale, de l'hygiène, de la sécurité notamment pour les femmes).

1 Affiche consommation de pain 1915

# Les ouvriers d'Elbeuf pendant la Guerre 1914-1918

## Accepter, Endurer, Refuser<sup>1</sup>

Par Pierre Largesse

La vie quotidienne des civils, les luttes ouvrières, l'action des syndiqués, des patrons, sont les thèmes étudiés. *L'Union Sacrée* est-t-elle décelable?

Août 1914 ouvre une période d'où vont sortir une société et un mouvement ouvrier bouleversés. La transformation sociale que voulait le syndicalisme révolutionnaire s'efface. En accord avec Léon Jouhaux<sup>2</sup>, Albert Thomas<sup>3</sup> entend substituer aux relations conflictuelles, aux grèves, la conciliation (et l'arbitrage que le patronat a toujours combattu).

Avant 1914 la lutte contre la guerre a mobilisé les syndicalistes et les socialistes. Beaucoup de réunions y sont consacrées. Le mot d'ordre **Guerre à la Guerre !** approuvé.

Cette stratégie reposait sur la conviction qu'une grève générale internationale l'empêchera. Elle semble encore majoritaire dans les derniers jours de juillet 1914, bien qu'elle ne s'accompagne d'aucun mot d'ordre concret de portée immédiate. Mais à Elbeuf comme partout, le souvenir de la France « *Patrie des Droits de l'Homme* » est vivace. Les traumatismes de la défaite de 1870<sup>4</sup>, la certitude que la France a été agressée, la croyance en notre supériorité militaire à laquelle contribuent les défilés du 14 juillet, la présence du 74<sup>e</sup> Régiment d'infanterie en garnison ici, tous ces facteurs ont pesé sur la résignation des travailleurs.

Notre étude confirme la pertinence de l'analyse de Maurice Agulhon qui écrit : « *Ce qu'on ne sait pas encore, avant l'épreuve de 1914, c'est la fragilité de cette culture idéologique révolutionnaire, et combien peu elle a réussi à recouvrir dans les esprits populaires les strates plus profondes de l'imprégnation patriotique.* »<sup>5</sup> »

**La guerre**

Jaurès est assassiné le 31 juillet. En quatre jours, le Parti socialiste, la direction de la CGT vont opérer un retournement. Léon Jouhaux s'écrie aux obsèques de Jaurès : « *Ce n'est pas la haine du peuple allemand qui nous pousse vers les champs de bataille, c'est la haine de l'impérialisme et du militarisme allemands.* » Conséquence de la mobilisation, de l'interdiction d'actions revendicatives, le nombre d'adhérents à la CGT chutera de 350.000 à la veille de la guerre, à 50.000 en 1915<sup>6</sup>.

**Les conséquences de la guerre sur le travail, la vie quotidienne et sur le syndicalisme**

Le patriotisme fait accepter des mesures impensables en temps de paix. La législation d'avant-guerre (journée de dix heures, repos hebdomadaire, interdiction du travail de nuit pour les femmes) est suspendue dès août 1914<sup>7</sup>; la journée passe à 11 h. 1/2 et le repos hebdomadaire supprimé. Une usine comme Blin ne cesse de travailler que les seuls jours fériés. Produire, est proclamé comme un devoir patriotique et de solidarité avec les soldats. Le 13 janvier 1915, Millerand<sup>8</sup> déclare à la Fédération des Métaux : « *Il n'y a plus de droits ouvriers, plus de lois sociales, il n'y a plus que la guerre.* » Le travail de nuit est introduit dans quelques ateliers.<sup>9</sup> La guerre a réactivé l'industrie textile grâce aux commandes de l'Etat. Le Président de la Chambre de Commerce, Paul Fraenckel, l'a écrit : « *Ce n'est un secret pour*

*personne que la situation était fort précaire avant la guerre, (mais) au début de 1917, on travaillait en partie jour et nuit... nous avons produit une moyenne de 500 km de drap et 350 km de flanelle par mois. (...) L'effectif des salariés monte à 12.000.* » Des démarches incessantes ont été nécessaires pour garder comme sursitaires les ouvriers les plus qualifiés. D'un côté l'armée avait besoin de drap pour les troupes, de l'autre elle exigeait des hommes pour compenser les effroyables pertes<sup>10</sup> (900 hommes par jour).



Les syndicats n'ont plus de militants mobilisés. La vie syndicale ne reprend qu'à partir d'avril 1915 où la Bourse du Travail annonce qu'elle est ouverte tous les jours de 2 h à 5 h, et le dimanche de 10 h à midi, pour informer les travailleurs de leurs droits et prendre connaissance des lois votées depuis le début de la guerre. Pour tenir une réunion publique les syndicalistes doivent franchir les obstacles dressés par les pouvoirs, civil et militaire. Leur demande au maire est transmise au préfet qui la communique avec son avis au Général-commandant la région. Celui-ci donne avis, la décision « *redescend* » ensuite au demandeur<sup>11</sup>. Dès lors, l'activité syndicale se modifie. Les dirigeants restés se consacrent à la solidarité envers les femmes et les enfants habillés de noir. Le 10 juillet 1915, pour la Journée des orphelins de guerre la collecte organisée est de 454 F. 15 - Ils remercient les 1.282 ouvriers et ouvrières, et ajoutent « *cela permettra de soulager la misère des orphelins de cette maudite guerre.* »<sup>12</sup> »

4. Notamment dans les familles alsaciennes exilées à Elbeuf. Un fait auquel on peut ajouter les cérémonies au Monument du Mobilé à La Maison Brûlée.

5. Agulhon (Maurice), La République 1880-1932, Paris, Hachette, p. 250.

6. Robert (Jean-Louis), « La Grande Guerre », in Willard (Claude) dir, La France Ouvrière, tome 1, Des origines à 1920, Paris, Les Editions de l'Atelier, 1995, p. 415-435.

7. Elle sera rétablie par Albert Thomas en juillet 1917.

8. Alexandre Millerand (1859-1943), ancien socialiste indépendant; est Ministre de la Guerre.

9. Daumas (Jean-Claude), L'amour du drap, Blin et Blin Elbeuf, Presses Universitaires de Franc-Comtoise, 1999 donne la référence: ADSM, 77 J 621.

10. Fraenckel (Paul), La Chambre de Commerce et la Collectivité d'Elbeuf pendant la Grande Guerre 1914-1918, Rouen, Imprimerie Wolf, 1920.

11. Archives Départementales de la Seine-Maritime, 4 M 349, 350, 351, 353. Archives Nationales, F7 12936.

12. L'Elbeuvien, 15 juillet 1915. (C'est nous qui soulignons). Les mois d'août 1814, ceux du printemps et de l'été 1915 furent les plus meurtriers. Voit Chauvel (Denise), « Etude statistique des morts d'Elbeuf », in Bulletin de la Société de l'Histoire d'Elbeuf, n° 30, novembre 1998.

**2** Affiche taxe de la viande

## Les premières manifestations

**3** Elbeuf  
champ de foire  
14 juillet 1914,  
défilé du 74<sup>e</sup>  
régiment.



13. L'Elbeuvien,  
22 septembre 1915.

14. Paul Fraenckel  
La Chambre  
de Commerce... op.itéc.  
écrit: « Cette question  
des sursis est bien  
l'une des plus irritantes  
que nous ayons  
connues. Plusieurs  
fois, d'énergiques  
interventions furent  
nécessaires pour  
empêcher le départ  
d'ouvriers ou de chefs  
d'atelier indispensables.  
Cela tenait à  
la divergence de vues  
entre le Commandement  
et l'Administration  
de l'Intendance. »  
(Pp.16-17).

15. C'est la première fois,  
en France, qu'une loi  
s'applique aux salaires  
et à une catégorie  
de travailleuses qui  
n'a jamais été touchée  
par les lois sociales  
précédentes,  
les ouvrières à domicile.  
Avranne (Colette),  
Ouvrières à domicile,  
Le combat pour  
un salaire minimum  
sous la Troisième  
République, Presses  
Universitaires  
de Rennes, 2013.

16. Paul Louis, Histoire  
du socialisme en France  
depuis la Révolution  
jusqu'à nos jours, Paris,  
Marcel Rivière, 1925.

17. Souligné par nous.

La détérioration du pouvoir d'achat relance l'action ouvrière, celle des couturières de la Confection, puis des ouvriers du Bâtiment. Nous constatons la réserve des ouvriers du textile.

Le 10 mars 1915, l'Union Fédérative locale (ci-après U.L.) dénonce « *la cherté du pain, principal aliment de la classe ouvrière, et demande sa taxation contre la spéculation. Face à la misère, elle espère que le Gouvernement voudra bien tenir compte de sa modeste protestation.* »

Le 1<sup>er</sup> septembre, à une Conférence organisée par l'U.L. et le Comité des réfugiés du Nord, Saint-Venant élu socialiste de Lille dénonce « *la faiblesse des syndicats allemands d'avoir été impuissants à arrêter la guerre, alors qu'ils en avaient les moyens.* » Un dirigeant de la Fédération du textile incite les présents à adhérer à la CGT « *pour qu'après les hostilités, les Syndicats reprennent la lutte momentanément arrêtée dans le but de ne pas faire obstacle au Gouvernement à chasser l'ennemi du territoire français.* » L'ordre du jour s'affirme « pour la continuation de la guerre, constatant qu'il était encore préférable d'être gouvernés par une institution républicaine, si mauvaise soit-elle, que d'être sous la tutelle de l'impérialisme allemand.<sup>13</sup> » Les dirigeants sont « *dans la ligne* » de l'Union Sacrée.

Le Syndicat du Bâtiment lance un Appel qui, lui, pose des revendications concrètes « *L'état de guerre ne doit, en aucun cas, réduire les civils à la pauvreté... Il faut coûte que coûte conserver les avantages acquis.* » Le Syndicat du textile ne s'exprime pas encore et cette distinction corporative persistera. Comment expliquer sa réserve ? C'est que dans la draperie, les hommes sursitaires « *affectés spéciaux* » grâce à leur qualification, ont la crainte bien réelle, qu'une action syndicale risquerait de leur faire perdre leur statut, donc de les envoyer au front. Sur 12.000 ouvriers travaillant dans le textile, le nombre de sursitaires qui était de 1.200 fin 1914, ne dépassera pas 200 dans la

dernière année de la guerre. Les vides qui se produisaient sont comblés par la main d'œuvre féminine<sup>14</sup>. Pour autant, même si l'on considère que chez Blin et chez Fraenckel elles bénéficient de crèche, garderie, restaurant, cela n'explique pas la réserve des femmes des autres usines du textile.

En septembre, l'U.L. enregistre avec satisfaction la loi du 10 juillet votée à l'unanimité par le Parlement sur le salaire minimum des ouvrières à domicile dans l'industrie du vêtement<sup>15</sup>. Le Syndicat de l'Habillement, demande l'intervention de la Commission départementale mixte des salaires, pour que « *si les ouvrières confectionnent des chemises, le patron paye le fil, mais pour les vareuses, capotes et pantalons, elles sont obligées d'acheter le fil au patron, qui fixe le prix qu'il veut* ». Elles obtiendront satisfaction.

En novembre 1915, Gaston Lévy député socialiste, vient justifier (cela a sans doute été critiqué) la présence au gouvernement de ministres de son parti. Les mois passent et la condition ouvrière s'aggrave.

### Un « coup de semonce »

Le 15 janvier 1916, l'U.L. se fait l'interprète de la colère des ouvriers sur l'enchérissement des denrées. Le lait vendu par les fermières est passé de 0 F 20 le litre en été et 0,25 en hiver à 0,30 et les laitières veulent le vendre à 0,35 aujourd'hui. De nombreuses ménagères portent plainte au commissaire de police, et les syndicalistes demandent la taxation.

Le charbon en ce rude hiver, les denrées alimentaires et notamment les pommes de terre, la farine, le porc, le sucre ont subi les plus fortes hausses, avec la viande et le pain. Par rapport à la période 1901-1910 l'augmentation atteint 21 % en décembre 1914, 59 % en décembre 1915, 179 % à la fin de 1917<sup>16</sup>.

Les dirigeants syndicaux argumentent: « *La classe ouvrière, souffre durement des efforts et les privations qu'elle s'impose pour la Défense du Droit contre la brutalité du militarisme prussien. Mais elle estime que ses efforts ne peuvent se continuer qu'en raison (en contrepartie) des efforts communs du Gouvernement, des municipalités et par ceux qui, profitant des circonstances actuelles, réalisent de beaux bénéfices* »<sup>17</sup>.

« *Elle n'a pas marchandé ses efforts et son sang (...) elle pense que ceux qui font travailler à bon compte, doivent relever les salaires.* » Constatons que l'affrontement social est évoqué, et il ira en croissant jusqu'à la fin de la guerre<sup>18</sup>. Le 8 mars le gouvernement est

sommé de légiférer sur les loyers : que les mobilisés en soient exonérés ; que les civils, les voient réduits de 50 %.

En mai 1916, le Groupe Socialiste de Caudebec - après 22 mois de silence - organise une causerie contre la vie chère, avec Lebas, maire de Roubaix et Dubois, secrétaire départemental des Syndicats.

Le gouvernement va enfin mettre en place une Commission du Travail par département ; les syndicalistes y expriment leurs vœux : pour les femmes, « à travail égal, salaire égal », l'installation de chambres de repos, la création de crèches et de garderies ; pour tous, le respect des mesures légales d'hygiène comme l'installation de lavabos et de w-c.

En mai 1916 un incident va opposer travailleurs et patrons d'Elbeuf. Alors qu'un groupe vient réclamer une augmentation, le Syndicat patronal n'accepte de recevoir qu'un seul délégué. Celui-ci hésite, demande l'accord de ses camarades, mais on lui présente un bordereau, à prendre ou à laisser, alors qu'il devrait être discuté. D'où sa protestation à laquelle il asso-

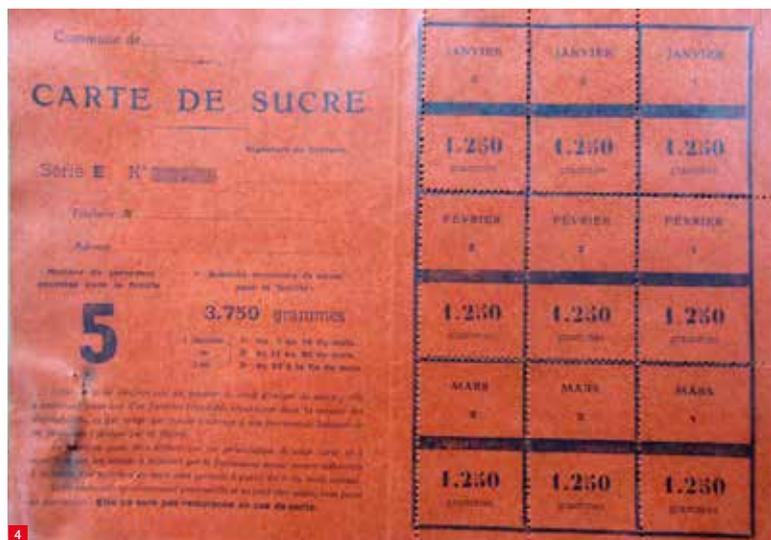
## « les denrées alimentaires et notamment les pommes de terre, la farine, le porc, le sucre ont subi les plus fortes hausses, avec la viande et le pain. »

cie le non remplacement d'ouvriers lorsque l'atelier doit maintenir la production. Un arrêt de travail est envisagé.

Informé, Dubois, secrétaire départemental, minimise l'incident et met en garde : « *essayer de faire valoir ses revendications par la grève serait créer des difficultés au gouvernement.* » La divergence est suffisamment grave pour que Léon Jouhaux vienne à Elbeuf le 10 août. Malheureusement nous n'avons pas trouvé de compte rendu de son discours - ni de l'accueil qu'il reçut.

Les couvreurs, se mettent en grève le 16 août pour une augmentation de 0 F 16 de l'heure. Les entrepreneurs refusant, la grève se poursuit. Enfin, les patrons accordent 0 F 10, ce qui porte le salaire horaire à 0 F 85, et le travail reprend.

Faute de délégués ouvriers reconnus, les patrons refusent de discuter. C'est seulement en 1917 que le socialiste, Albert Thomas, ministre de l'Armement, « *encourage* » l'introduction de délégués dans les établissements œuvrant pour la Défense nationale. Mais la plupart de ces délégations disparaîtront au terme des hostilités<sup>19</sup>. À Elbeuf, bien que le textile fabrique du



4

drap de troupe, les salariés n'ont pas de porte-paroles. Il faudra attendre 1936 pour qu'ils en aient et puissent discuter « *d'égal à égal* ».

Depuis le début 1916, l'U.L. faisait signer des pétitions pour faire baisser le prix de la viande et la création d'une boucherie municipale. Elles recueillent plus de 6.000 signatures<sup>20</sup>. La municipalité ne donne pas suite. Seuls, deux établissements ont organisé des cantines, appréciées par les femmes, déchargées d'un souci ; Blin sert 175 personnes par jour ; Fraenckel-Herzog 55<sup>21</sup>.

Le 9 décembre, tous les syndicats d'Elbeuf protestent contre les nouveaux impôts décidés par le gouvernement. Des phrases de l'article sont censurées, sauf le paragraphe de fin, qui estime qu'il *aurait été plus juste de diminuer les gros traitements*. Le signataire est Charles Blé, ouvrier maçon<sup>22</sup>.

### L'année 1917, une année charnière

Après deux années de guerre, la lassitude gagne la classe ouvrière. La durée du travail et les cadences de production augmentées, les salaires bloqués, la baisse du pouvoir d'achat, sont des facteurs qui mènent aux conflits sociaux. Des grèves menées par des femmes se déclenchent dans la confection (chemises et vêtements).

- Les 120 couturières des Ets Beaumont<sup>23</sup>, (chemises) exigent le renvoi du nouveau directeur qui exige plus de production. La grève (18-22 janvier) est un échec sur son objet, mais elles obtiennent une petite augmentation.

- En février, 440 confectionneuses de chemises de plusieurs usines (Rousseau, Belhache, Beaumont) arrêtent le travail. La durée du travail est de dix heures, mais elles sont payées à la tâche. La direction de Rousseau refuse l'augmentation de 30 % demandée, propose 15 % ; l'accord se fait sur cette base. Chez Beaumont, les confectionneuses obtiennent une nouvelle augmentation de 5 %<sup>24</sup>.

4 Carte de sucre 1918

18. Et davantage après. Cf. Largesse (Pierre), « Les luttes sociales en France, les grèves dans le textile à Elbeuf (1920-1936) », Gavroche, revue d'histoire populaire, n° 61, janvier-février 1992, pp. 1 à 8.19. Sirost (Stéphane), « La longue histoire des délégués d'atelier », L'Humanité, 15 avril 2016.

20. L'Elbeuvien, 29 juillet 1916.

21. Centre patrimonial des archives, 6 F. ELB 2.

22. Blé (Charles, Henri), maçon, (Caudebec-lès-Elbeuf 1885 - Elbeuf 1971) est un des sept frères Blé dont trois étaient mobilisés.

23. Ets Beaumont, 28 rue de la République, ont leur siège social à Paris. La chemiserie Rousseau se situe 6 rue de Solférino.



5 Bourse du travail 1907

24. La Dépêche de Rouen, 13 février 1917.

25. Lion (Suzanne), (? - ?), secrétaire du Syndicat de l'Aiguille, à l'occasion d'un conflit survenu à la Chemiserie Sottevillaise. En juin 1917, elle est à la tête du vaste mouvement de grève pour les salaires et la semaine anglaise, qui atteint les 22.000 grévistes dans la confection, la chaussure, la filature, et d'autres industries. Dictionnaire biographique. op.c.

26. L'Elbeuvien, 3 février 1917.

27. Le tsar abdique le 2 mars 1917 (15 mars du calendrier grégorien).

28. (L'Elbeuvien, 26 mai 1917). Signalons néanmoins que les patrons du textile ont perdu douze de leurs enfants. Fraenckel (Paul), La Chambre de Commerce... op.c.

29. Robert (Jean-Louis), « La Grande Guerre », op. c.

– C'est dans une salle comble que se tient une réunion du Syndicat de l'habillement. Avec Suzanne Lion<sup>25</sup> de Rouen, les présents manifestent leur solidarité aux « Travailleurs de l'aiguille » et se séparent aux cris de « Vive le Syndicat ! Vive l'entente entre tous les travailleurs ! »<sup>26</sup>.

En juillet, les couturières qui travaillent pour « l'e militaire » obtiennent par la Commission mixte des salaires, une indemnité de vie chère de 1 F par jour et 11 % pour compenser la semaine anglaise. Désormais, le fil est à la charge de l'entrepreneur et les ouvrières à domicile devront exiger une augmentation de salaire de 20 %. Ces décisions font apparaître, fait nouveau, l'intervention de l'Etat pour imposer des décisions aux patrons. Du 6 au 10 février aux Ets Canthelou 50 tisseurs ou tisseuses sur un effectif de 88, se mettent en grève pour les salaires. Les grévistes justifient leur demande « par le travail fourni sur des métiers anciens qui rendent le travail moins avantageux » *mais c'est un échec*. Deux meneurs avaient réussi à entraîner les ouvrières précise le préfet.

En avril, une assemblée inter-corporative réunit les Cheminots, les ouvriers bâtiment, le textile, la confection « pour combattre l'alcoolisme, propager la coopération et renforcer les syndicats. »

### Actions contre la guerre et revendications de salaire

Le 1<sup>er</sup> mai 1917 les syndicalistes protestent contre la censure, engagent le gouvernement à prendre des mesures contre la vie chère et « *Saluent avec joie la Révolution faite par le peuple russe et lui adressent ses saluts fraternels.* »<sup>27</sup>

Une différence existait jusqu'alors entre la CGT et le Parti socialiste. Le Groupe *Les Amis de Jaurès* silencieux jusqu'alors, publie un communiqué dans *L'Elbeuvien*, où il « *envoie son salut au peuple russe et souhaite que bientôt le régime républicain mette tous les peuples sur un pied d'égalité et déclare que seul l'internationalisme des démocraties facilitera leur accord.* » Fin mai, l'Union départementale exprime son opposition à la mobilisation civile, et déclare « si le gouvernement veut de la main d'œuvre, il n'a qu'à simplifier la démocratie administrative et débusquer les fils de bourgeois, qui au lieu d'être sur le front, sont mobilisés dans des endroits où leur présence n'est pas indispensable, bien au contraire, et de ce fait, ils seraient en conformité avec leurs belles paroles d'avant-guerre.<sup>28</sup> » Ce texte révèle « le renforcement de la conscience de classe, associée à une exaspération du ressentiment entre patron et ouvrier. Là fonctionne l'image du patron embusqué et celle - bien fondée - du patron profiteur de guerre. »<sup>29</sup>

Les revendications des confectionneuses se multiplient : Heullant, Deschamps, Pinter pour réclamer dix sous de l'heure (0 F 50), puis 25 %, la suppression du travail civil pour se consacrer uniquement à la production militaire. Elles savent que le patron gagne davantage sur « le civil ». Deschamps accorde 20 %. « La grève ne vise pas à saboter l'effort de guerre, au contraire puisque par exemple les confectionneuses veulent ne consacrer leur travail qu'à la production militaire exclusivement. » (J.-L. Robert). Ces grèves offensives, ont lieu dans une période de pleine activité dans les usines à main d'œuvre féminine. À Elbeuf comme dans bien d'autres centres de confection elles aboutiront au vote de la loi du 11

juin 1917, la semaine anglaise (le samedi après-midi est chômé et payé) mais ne s'applique qu'aux ouvrières du vêtement.

### La vie chère et le sort des soldats, soucis cumulés.

Dès mars 1917, les femmes protestent contre le prix des denrées au marché de Caudebec du dimanche matin. Les vendeurs prétextent que les femmes travaillent et touchent une prime de vie chère. La réalité est que le pouvoir d'achat diminue, ne permettant même pas d'envoyer un colis aux soldats.

En juin, c'est une émeute qui se déclenche. Les ménagères s'emparent des denrées et ne paient que le prix habituel. Le commissaire de police et les gendarmes, doivent intervenir<sup>30</sup>. Le commissaire estime que « c'est la gêne des femmes de mobilisés, et des mères de famille qui sont la cause de ces événements ».

D'avril à novembre 17, la bataille du Chemin des Dames aboutit à des dizaines de milliers de morts, sans résultat stratégique. À la CGT, la tendance pacifiste, encore minoritaire naît, et va se renforcer. On la décèle, bien que la censure ait coupé des passages, dans un communiqué (17 octobre) de l'Union locale d'Elbeuf<sup>31</sup> « Depuis près de trois ans la classe ouvrière a pour sa large part payée de son sang sur les champs de bataille. Estime qu'il est de son devoir d'envisager dans quelles conditions elle pourra faire insérer dans le traité de Paix les résolutions du Proletariat du monde entier, en vue que de pareilles calamités ne se renouvellent plus dans l'avenir (5 lignes censurées). Le Syndicalisme confédéré, est partisan de l'entente de tous les travailleurs, ainsi que les moyens d'éviter la guerre. L'Union adresse aux travailleurs organisés du monde entier<sup>32</sup> son salut fraternel et sa volonté qu'elle retrouve sa vigueur d'antan, pour que désormais, le prolétariat puisse accomplir son émancipation intégrale, qui seule préparera l'avenir fécond en faveur des travailleurs. » C'est - à notre avis - un écho de la Conférence qui s'était tenue en septembre 1915 à Zimmerwald et au cours de laquelle une « Déclaration franco-allemande » appelait à l'union des travailleurs de tous les pays dans la lutte contre la guerre<sup>33</sup>.



## « si le gouvernement veut de la main d'œuvre, il n'a qu'à (...) débusquer les fils de bourgeois, qui au lieu d'être sur le front, sont mobilisés dans des endroits où leur présence n'est pas indispensable... »

Le 31 octobre et les semaines qui suivent, les déclarations expriment la volonté d'une paix rapide. Elles révèlent que les travailleurs elbeuviens sont plus proches des « minoritaires » tels Merrheim et Bourderon que des « majoritaires » tels Dubois de Rouen ou Jouhau, à Paris<sup>34</sup>.

Au Parti socialiste, les discussions s'amplifient. À un point tel que les syndicats du département pour le Congrès national de décembre 1917, confient 21 mandats à Gustave Courage<sup>35</sup> (ancien cheminot de Sotteville) et que Tilloy (*majoritaire*) n'en obtient que 10.

### Sous le gouvernement de Clemenceau

Clémenceau devient président du Conseil en novembre 1917. « Il trouve une nation au moral considérablement affaibli et dont, à partir d'avril, le désir de paix a pris une ampleur sans précédent ». À Elbeuf, nous décelons cette « rupture des consensus initiaux, nettement battus en brèche au terme de l'année 1917. »<sup>37</sup> Clemenceau limite le droit de réunion, selon la loi du 9 août 1849 qui confère à l'autorité militaire le droit d'interdire les réunions qu'elle juge de nature à troubler l'ordre public.

Cette décision explique que *L'Elbeuven* ne publie plus d'informations sur les questions sociales. Les archives (locales et départementales) ne font pas état de grèves jusqu'au 11 novembre 1918. Mais d'autres facteurs ont sans doute incité les salariés à cette réserve. En effet la taxation des denrées et du charbon, l'instauration des cartes de ravitaillement ont été mises en place.

D'autre part les événements : Le 3 mars 1918, le traité de Brest-Litovsk a mis fin à la guerre entre la Russie et l'Allemagne qui a pu dès lors transférer ses troupes sur le front ouest. L'offensive en Champagne contre le

### 6 soldat bleu horizon

30. L'Elbeuven, 6 juin 1917. Il y a sans doute eu bataille.

31. Le 17 octobre une déclaration de 24 lignes du Syndicat des Employés de commerce est entièrement censurée.

32. En y comprenant les travailleurs allemands. On s'est éloigné du nationalisme patriotique d'août 1914.

33. Appel à la paix, mais pas à la Révolution comme le voulait Lénine.

34. Compte rendu de la Conférence Extraordinaire des Fédérations Nationales, Bourses du Travail et Unions de Syndicats, tenue à Clermont-Ferrand les 23-24-25 décembre 1917. (Disponible en ligne sur le site de l'IHS CGT d'Histoire sociale).

35. En mars 1918 Gustave Courage (Oissel 1880-Elbeuf 1959) sera élu secrétaire fédéral. Étant secrétaire de la section d'Elbeuf du PCF dans les années 1950, je (P.L.) l'ai bien connu. Notice complète dans le Dictionnaire « Maitron ».

36. Duroselle (Jacques), Clemenceau, Paris, Fayard, 2002.

37. Audoin-Rouzeau (Stéphane) et Becker (Annette), 14-18, Retrouver la guerre, Paris, Gallimard, 2000, p. 96.

38. Le Conseil municipal examine le 16 août 1918 la demande de Paris qui demande que la ville d'Elbeuf recueille des enfants. Le maire leur répond « qu'ils soient plutôt dirigés vers les communes rurales ». Centre d'Archives 1 D\_ELB 39, p. 375.

39.1 D\_ELB 19, p. 177. Le journal local ne le signale pas.

40. Robert (Jean-Louis), « La Grande Guerre », op.c.

41. Archives de l'Union Locale CGT.

42. Daumas (Jean-Claude), *L'amour du drap...* op. c. pp. 327-329. L'auteur a dépouillé aux ADSM les liasses de la série 77J.

43. On pourrait y ajouter l'entreprise de Raoul Grimoin-Samson, notre compatriote, inventeur du tissu étanche qui équipera les masques à gaz.

**7** Union fédérative. Bourse du travail

front occidental les a menées à peu de distance de Paris, qui subit les bombardements de l'artillerie<sup>38</sup>. Dans notre ville des mesures sont prises contre les bombardements aériens : alertes, restriction de l'éclairage, désignation d'abris à caves voûtées. Une bombe est tombée dans un des quartiers de la ville<sup>39</sup>. La Patrie est en danger. Ce n'est que fin juillet-début août que la contre-offensive des alliés fait reculer l'armée allemande. Pendant toute cette période, on n'enregistre aucun mouvement social. « *Quelle que soit la haine que l'on ressent pour la guerre, il y a là comme un tabou qui ne peut être brisé : le national l'emporte sur le social* ». <sup>40</sup>

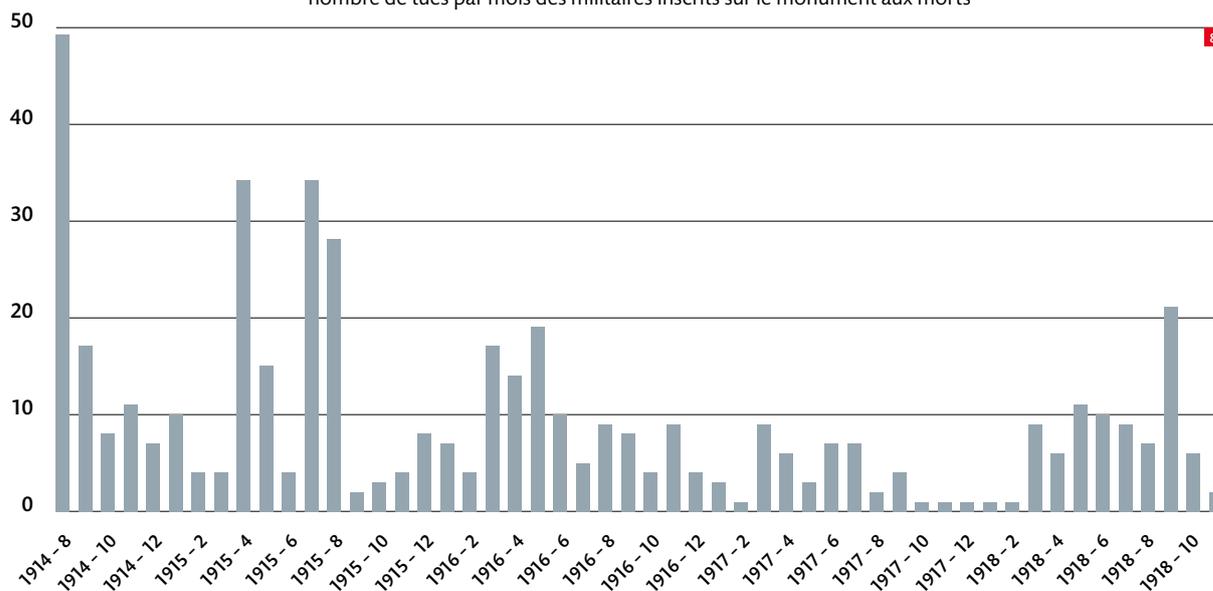
### Sur les profits tirés de la guerre

Ce sera un des thèmes les plus forts des discours syndicaux et politiques des derniers mois de guerre, davantage encore ceux de l'après-guerre. La phrase d'Anatole France parue dans *L'Humanité* « *On croit mourir pour la Patrie, on meurt pour des industriels !* » sera reprise, écrite ou exclamée maintes fois. Mais qu'en est-il à Elbeuf ? Sur la politique internationale, l'Union départementale déclare le 1<sup>er</sup> mai 1918 : *Le sanglant chaos où s'entretuent les prolétaires de tous les pays, jette sur la joie du renouveau printanier un voile de tristesse profonde... c'est l'occasion de maudire ceux qui, par leur ambition criminelle, ont plongé le monde dans une mer de sang*<sup>41</sup>. Sans doute l'empereur d'Alle-

magne, le tsar, sont visés par cette malédiction, mais sont-ils les seuls à l'être ? Le 19 octobre une invitation est lancée pour une conférence à la Bourse du travail sur *Le rôle du syndicalisme ouvrier dans la réorganisation économique du pays*. L'ordre du jour voté énonce que les auditeurs « *approuvent sans réserve, les propositions du Président Wilson et désirent voir les travailleurs organisés représentés à la Conférence de la Paix* » La fin du communiqué est censurée. Mais c'est la guerre terminée, que la question des profits réalisés par les industriels sera posée et mise en rapport avec les souffrances, les difficultés économiques endurées par les salariés. Nous ne disposons pour Elbeuf que de l'étude approfondie effectuée par Jean-Claude Daumas sur Blin<sup>42</sup>. L'historien souligne que « *comparée à celle des industries travaillant directement pour la guerre (métallurgie, automobile, aéronautique, chimie*<sup>43</sup>), *la performance du textile reste bien modeste*<sup>44</sup>. *La comparaison avec les meilleures années montre que pour Blin, la guerre fut une véritable bienfaitrice...* » La vente des produits pour les vêtements des civils fut dans les dernières années de la guerre, la source principale des profits. Mis en demeure de s'expliquer par le Ministre de l'Industrie et du Commerce en avril 1917, Paul Fraenckel répond<sup>45</sup> que cette vie nouvelle a permis de reconstituer l'industrie textile « *pour le plus grand bien du pays tout entier* ». Par conséquent « *Nous ne comprenons pas que l'on ait pu songer à nous imposer des restric-*



**ELBEUF (Seine-Inférieure)**  
nombre de tués par mois des militaires inscrits sur le monument aux morts



**8 Tués d'elbeuf :**  
le bon nombre  
de tués par mois  
des militaires  
inscrits sur  
le monument  
aux morts

tions et à nous demander des engagements que nous ne pourrions pas respecter. » Il faut bien reconnaître écrit-il « que le goût de la dépense s'est accru dans toutes les classes, c'est la conséquence inévitable de certaines situations nées de la guerre et aussi de l'augmentation des salaires venant s'ajouter à des allocations dont on ne peut que louer le principe, mais qui trop souvent ont été attribuées sans discernement ».

Pour ne pas provoquer la colère ouvrière, sans doute, ces propos ne seront pas publiés dans la presse locale. Les socialistes présentent des projets de loi pour un salaire minimum, l'arbitrage des conflits du travail, pour les congés payés. Le patronat s'y oppose. Des lois favorables aux salariés sont cependant votées : en mars 1919 sur le principe de conventions collectives, en avril sur la journée de huit heures.

Le 2 avril 1920 à une réunion de plus de 400 personnes, Merrheim un des secrétaires nationaux de la CGT s'écrie : « Il est juste que ceux qui se sont enrichis pendant la guerre paient une grosse partie de la dette au lieu de la faire payer par les ouvriers en leur faisant faire dix heures de travail au lieu de huit. » L'orateur fut très applaudi rapporte le commissaire de police.

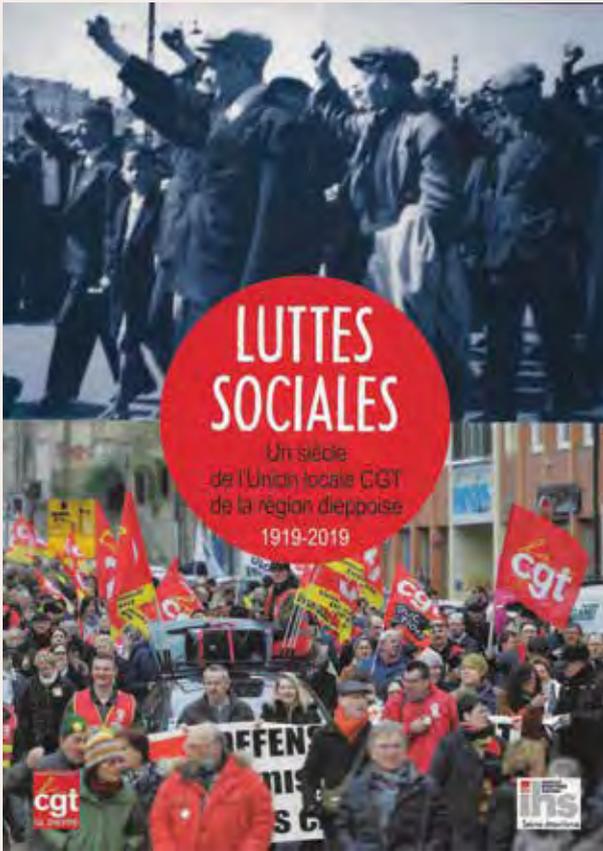
L'Union sacrée incomplète pendant la guerre, est défunte. Il est vrai que les 1.247 victimes des dix communes du canton, les blessés, les gazés, les mutilés, traînent leurs souffrances. La France a perdu la plus belle partie de sa jeunesse ! s'écrie Abel Devillers maire d'Elbeuf, le 11 novembre 1922. Dans les usines, les rescapés ont des salaires mal adaptés à la cherté de la vie, une trop timide législation sociale. « La guerre à peine gagnée, et les prudences de l'union patriotique n'étant plus nécessaires, les comptes vont se régler, et les luttes sociales reprendre jusqu'à frôler, du moins en apparence, la crise révolutionnaire. »

**« Il est juste  
que ceux qui  
se sont enrichis  
pendant la guerre  
paient une grosse  
partie de la dette  
au lieu de la faire  
payer par  
les ouvriers  
en leur faisant  
faire dix heures  
de travail au lieu  
de huit. »**

44. JDaumas considère l'évolution du ratio profit/chiffre d'affaires, le plus significatif selon lui. Il relève 17,1 % en 1915, 14,9 en 1916, 10,1 % en 1917, 7,3 % en 1918 et, enfin, 8,4 % en 1919. Chez Renault il évolue de 31 à 16 %.

45. Fraenckel (Paul), La Chambre de Commerce, op.c. Annexe D pp.70-74

Photos : collection Pierre Largesse



Dieppe 21 septembre 2019

# Un livre pour qui et pourquoi ?

Le 21 septembre 2019, devant plus de 200 militants, élus... Tour à tour se sont exprimés Mathias Dupuy, secrétaire de l'Union locale CGT de Dieppe, Jacky Maussion, président de l'Institut CGT d'Histoire Sociale de Seine-Maritime et Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT. Tous ont exprimé leur fierté d'être présents pour fêter les 100 ans de l'Union locale CGT de Dieppe. Ils ont tous insisté sur la pertinence de l'engagement syndical. À Dieppe, comme ailleurs, la CGT est en effet un atout efficace pour tous les salariés.

SOUS LA DIRECTION  
DE JACKY MAUSSION,  
PRÉSIDENT DE L'INSTITUT  
CGT D'HISTOIRE SOCIALE  
DE SEINE-MARITIME.  
TEXTES DE SYLVAIN  
BRIÈRE, CHRISTIAN  
CUVILLIEZ, GUY  
DÉCAMPS, MATHIAS  
DUPUY, SÉBASTIEN  
JUMEL, NICOLAS  
LANGLOIS, JACKY  
MAUSSION, GEORGES  
TRÉBOT. PRÉFACE  
DE MATHIAS DUPUY,  
SECRÉTAIRE DE L'UNION  
LOCALE DES SYNDICATS  
CGT DE DIEPPE.  
POSTFACE DE PASCAL  
MOREL, SECRÉTAIRE  
DES SYNDICATS CGT  
DE L'UNION  
DÉPARTEMENTALE  
DE SEINE-MARITIME  
ET DE LIONEL  
LEROGERON SECRÉTAIRE  
DU COMITÉ RÉGIONAL  
CGT DE NORMANDIE.

Premier réflexe : pour les syndiqués ! Mais aussi pour tous les salariés et bien au-delà. La forme se devait donc d'être agréable, documentée, donner à voir et surtout à comprendre ce qu'est un syndicat, une Union locale. Comment, par exemple, une structure locale interprofessionnelle, structure clé de la CGT, a pu contribuer sur une longue période à modifier le paysage d'un territoire dans des domaines aussi essentiels que l'économie, le social, la défense juridique des salariés et des sans emplois, la culture.

Il s'agit bien évidemment d'un livre d'histoire, pas au sens scientifique du terme, ce n'était pas notre ambition. Notre souci était surtout de mettre en exergue ce qui relie toutes ces générations de militantes et de militants depuis un siècle, un fil qui s'est avéré être rouge.

Pas question donc de nous reposer dans le jardin des souvenirs, tout simplement parce que nous ne pouvions pas laisser dire que les syndicats sont inutiles, qu'ils ne servent à rien, qu'ils sont inefficaces. Quelle histoire !

Une histoire jalonnée de conflits sociaux, à l'exemple des ouvrières de la Manufacture des tabacs qui obtiennent 12 jours de congés payés en 1912, vingt-quatre ans avant 1936.

Une histoire captivante, glorieuse parfois lorsqu'on

songe à la Résistance et à l'engagement des militants de la CGT pour contribuer à libérer le pays de l'oppression et de l'occupation.

Une histoire contre la casse industrielle et pour l'emploi lorsque le capital décide de délocaliser et de réduire la voilure pour le plus grand profit de ses actionnaires et de la finance.

Une histoire singulière, aussi, lorsqu'en 1971 l'ex secrétaire général de l'Union locale est élu maire de Dieppe et que plus de la moitié des membres qui compose sa direction vont être appelés à diriger les affaires de la cité.

Une histoire qui souligne l'importance de l'engagement des militantes et des militants de la CGT dans les domaines économiques et sociaux qui vont modifier, et qui continuent de modifier profondément le territoire, à l'exemple de la construction de deux centrales nucléaires, la bataille du lin, l'histoire sociale des marins de la ligne Dieppe/Newhaven, les activités portuaires, l'industrie d'aujourd'hui avec Neslé et Alpine, la vigilance pour défendre l'Hôpital et les services publics, la lutte pour les transports en commun et le développement du rail, notamment avec la réouverture de la liaison directe Dieppe/Paris.

Une histoire qui permet de ne pas lire le réel par le petit bout de la lorgnette. Dans tous les cas de

figure, quelle que soit la forme de lutte, le syndicat agit, stimule, aide, soutient, coordonne, négocie. Il est toujours au cœur des luttes même s'il n'est à tout moment déclencheur.

Au cours de cette histoire, le fil rouge qui relie toutes ces générations de militantes et de militants, est tellement visible qu'on ne peut passer à côté, c'est la pertinence de l'engagement syndical, à toutes les époques, engagement synonyme d'émancipation



## « Le syndicalisme ne se résume donc pas à la grève, fut-elle générale, c'est d'abord et avant tout une école de solidarité et de fraternité... »

humaine et de conquêtes sociales. La CGT a, en effet, cette originalité, depuis sa création, de se fixer comme objectif d'être le syndicat du concret et de l'efficacité, porteur d'un projet de transformation sociale de la société.

Le syndicalisme ne se résume donc pas à la grève, fut-elle générale, c'est d'abord et avant tout une école de solidarité et de fraternité, un lieu où l'on peut se défendre mieux soi-même en défendant les autres. Nous sommes donc bien là en présence, dans ce livre, du syndicalisme dans toute sa dimension : sociale, économique, culturelle, juridique.

Un livre, aussi, qui démontre, avec toutes ces luttes depuis un siècle, qu'il n'y a pas de forme de lutte meilleure qu'une autre, tout dépend du contexte, du rapport des forces, l'important à chaque période de notre histoire sociale, ce n'est pas la forme, c'est surtout d'en être et d'être syndiqué. Il démontre aussi, qu'on ne

peut faire l'économie de la contestation du coût du capital et de la part que celui-ci s'attribue dans la répartition des richesses. En clair, on ne fera pas l'économie de la lutte des classes si on veut changer l'ordre des choses existant.

Durant ce siècle écoulé, l'engagement syndical était motivé par la perspective d'un meilleur salaire, de meilleures conditions de travail et d'un monde meilleur. Pas le meilleur des mondes, mais un monde où le progrès social avait du grain à moudre, où il était possible, toujours possible de vivre un peu mieux. Lorsqu'on doute de la possibilité d'un monde meilleur, il devient difficile de s'engager. Alors on s'indigne ! « Mais il ne suffit pas de s'indigner, il faut s'engager » pour reprendre une formule de Georges Séguy. Jamais, peut-être, si on jette un regard dans le rétroviseur de notre histoire, le mouvement ouvrier, à l'image de la société dans laquelle nous vivons, n'avait été confronté à une telle dépolitisation. Elle se traduit sous plusieurs formes. Celle de douter de l'utilité et de l'efficacité du syndicat en est une. La prégnance de l'identité qui a tendance à prendre le pas sur le social en est une autre. Plus pernicieuse, plus dangereuse. La posture identitaire ne signifie pas seulement le rejet de l'étranger, elle renvoie à l'individualiste, elle suppose de remettre en cause tout ce qui est collectif dans notre société. Qu'est-ce qui est collectif ? La sécurité sociale, la retraite par répartition, la solidarité à l'égard des plus démunis, les syndicats et les partis.

Ce livre laisse entrevoir les chantiers à venir. Comment, par exemple, appréhender dans les conditions de notre époque, notre double besogne de défense individuelle et collective des salariés, des retraités, des

**1** Mathias Dupuy, secrétaire de l'Union locale de Dieppe au micro. On reconnaît notamment Michel Quesnel de l'UL de Dieppe, Jacky Maussion et Sylvain Brière de l'IHS, Pascal Morel secrétaire de l'UD, Philippe Martinez secrétaire général de la CGT, Sébastien Jumel député, Lionel Lerogeron secrétaire du comité régional CGT et Nicolas Langlois maire de Dieppe.  
*photo Luc Bourlé*

**2** Thierry Leballeur, Pierre Lebas, Jacky Maussion de l'IHS avec Philippe Martinez.  
*photo Luc Bourlé*





**3** Le drapeau des électriciens et gaziers dieppois avait trouvé refuge aux archives de l'Union locale des syndicats CGT de Rouen. Eric Demortière, secrétaire du syndicat de l'énergie a saisi l'occasion des 100 ans de l'Union locale pour remettre ce drapeau à l'Union locale de Dieppe. Sur notre photo on reconnaît notamment Rose Grout et Michel Quesnel de l'UL de Dieppe, Mathias Dupuis et Eric Demortière.  
photo Luc Bourlé

**3** Lors de l'intervention de Philippe Martinez  
photo Luc Bourlé

précaires, avec la perspective d'une transformation sociale de la société en veillant à notre indépendance. Une politisation citoyenne, en quelque sorte, qui redonne au social toutes ses lettres de noblesse et qui bat en brèche le repliement sur soi, l'individualisme et les postures identitaires.

Lorsque le mouvement ouvrier se structure, il est traversé par plusieurs courants de pensée, plusieurs tendances. Syndicalisme révolutionnaire, qui n'avait alors pas la même connotation qu'aujourd'hui, anarcho-syndicalisme, réformisme, et quelques autres encore. Les écrits et études qui traitent de la naissance du mouvement ouvrier ne manquent pas. Le sociologue et philosophe Edgar Morin cible trois sources qui permettent d'y voir un peu plus clair. La source libertaire: la possibilité pour l'individu de s'épanouir. La source socialiste: la possibilité d'améliorer la société. La source communiste: le souci de la fraternité. Ces sources vont se séparer assez vite ce qui ne sera pas sans conséquences sur l'unité de la CGT. Mais ces trois sources n'ont jamais vraiment quitté toutes les générations des militants de la CGT, nous les portons aujourd'hui et pour très longtemps encore. Il ajoute qu'il faudrait, pour tenir compte des enjeux



de notre temps et d'un avenir proche, y ajouter la source écologique. Tout cela nous va très bien. La municipalité de Dieppe a décidé de baptiser le parvis de la halle aux tabacs lors de l'inauguration du multiplexe du nom de Rosa Leroy. La secrétaire du premier syndicat de la CGT de Dieppe entre dans l'histoire. Congés payés en 1912, crèches, salaires augmentés, conditions de travail améliorés. L'histoire se poursuit, « Nous sommes toutes des Rosa Leroy » affirment les militantes dieppoises de la CGT d'aujourd'hui...

## BULLETIN D'ABONNEMENT AU FIL ROUGE

Soutenez-nous, rejoignez-nous, abonnez-vous au *Fil rouge*

### Abonnement individuel 2019

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code Postal : ..... Ville : .....

Courriel : ..... Tél. : .....

#### **Adhésion ou abonnement au *Fil rouge*: 23 €/an**

(sans abonnement aux *Cahiers d'Histoire Sociale*)

#### **Adhésion ou abonnement: 36 €/an**

(avec abonnement aux *Cahiers d'Histoire Sociale*)

#### **Abonnement groupé pour 10 abonnés et plus (dans le cadre d'une association ou d'une section de retraités)**

**13 € x ..... (nombre d'abonnés) = ..... €/an**

### Abonnement groupement ou association 2019

#### **Syndicat, UL ou association: 57 €/an**

(avec 3 exemplaires du *Fil rouge*)

#### **Comité d'Entreprise (ou organisme équivalent):**

(avec l'abonnement aux *Cahiers d'Histoire Sociale*)

**moins de 500 salariés: 89 €/an** (avec 3 ex. du *Fil rouge*)

**plus de 500 salariés: 175 €/an** (avec 3 ex. du *Fil rouge*)

Nom et/ou intitulé: .....

Adresse: .....

Code postal: ..... Ville: .....

Courriel: ..... Tél.: .....

Date du paiement: .....

Adressez vos chèques à:  
Institut CGT d'Histoire Sociale de Seine-Maritime  
161, rue Pierre Corneille  
76300 Sotteville-les-Rouen

## NOUVEAU - PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

Réglez votre abonnement par prélèvement automatique afin de ne pas oublier. Nous vous préleverons **une fois par an**. Envoyez-nous un relevé d'identité bancaire et remplissez l'autorisation de prélèvement ci-dessous, nous ferons le nécessaire (notre numéro d'émetteur: 522922).

*J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever une fois par an sur ce dernier, si la situation le permet, le prélèvement ordonné par le créancier désigné ci-dessous.*

*En cas de litige sur un prélèvement, je pourrais en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'établissement teneur de mon compte. Je réglerai le différend directement avec le créancier.*

### Titulaire du compte

Nom: .....

Prénom: .....

Adresse: .....

Code Postal: ..... Ville: .....

### Désignation du compte à débiter

Établissement: .....

Guichet: .....

N° de compte: .....

Clé RIB: .....

### Créancier: IHS 76

Maison du Peuple, 161, rue Pierre Corneille  
76300 Sotteville-lès-Rouen

### Établissement teneur du compte

Nom: .....

Prénom: .....

Adresse: .....

Code Postal: ..... Ville: .....

### Ne pas oublier le RIB



#### L'assemblée générale de l'IHS 76 s'est tenue le 18 avril 2019 à la maison du peuple de Sotteville.

Elle a élu son conseil d'administration composé de **Jacky Maussion** (président), **Pierre Lebas** (premier vice-président), **Pierre Largesse**, **René Olleville** (secrétaire), **Marie-Agnès Lallier** (secrétaire adjointe), **Gael Pasquier** (archiviste), **Pascal Lamotte** (trésorier), **Jean-Jacques Lefebvre**, **Luc Bourlé** (trésoriers adjoints).  
Commission de contrôle financier: **Germain Narzis**, **Alain Bozec**.  
Membres du CA: **François Auvray**, **Marius Bastide**, **Bernard Berthelot**, **Jacques Defortescu**, **Sylvain Brière**, **Pascal Morel**, **André Delestre**, **Gilbert Louvet**, **Thierry Leballeur**, **Jean-Louis Jegaden**, **Chantal Chatel**, **Grégory Laloyer**, **Daniel Valin**.

Conformément aux statuts de l'IHS CGT 76, le conseil scientifique de l'Institut est composé de: **Michel Croguennec**, archiviste de la ville de Petit-Quevilly, **John Barzman**, professeur d'histoire contemporaine, directeur IDEES-Le Havre (cirtai) UMR 6266 CNRS/Université du Havre, **Marie-Paule Dhaille/Hervieu**, docteur en histoire contemporaine Université de Rouen, **Pierre Largesse**, historien, vice-président de l'IHS CGT 76, **Boris Lecoeur**, professeur agrégé d'histoire, **Yannick Marec**, professeur d'histoire contemporaine Université de Rouen, **Claude Mazauric**, professeure émérite d'histoire moderne de l'Université de Rouen, **Michel Pigenet**, professeur d'histoire contemporaine Paris 1 Sorbonne, **Monique Roland-Simion**, agrégée d'histoire Université de Rouen, **Marie Sanchez**, conservatrice du patrimoine de la CREA, **Eric Saunier**, maître de conférence en histoire moderne de l'Université du Havre, **Sandrine Sevestre**, conservatrice Archives Départementales de Seine-Maritime.



## LOCATIONS - VACANCES FRANCE

Printemps - été 2020,  
Pensez à réserver maintenant !

[www.tlcvacances.fr](http://www.tlcvacances.fr)  
02.35.21.69.63